



-97380-

Mairie de Ouanary

Règlement de consultation (RC)

Marché de travaux

Réalisation d'une plateforme béton devant accueillir des équipements multi sport dimension: (L24,00m x l14,00m x H0,10m)

Procédure avec négociation

Contact : monsieur BORDES B.
Bourg de Ouanary
97380 Ouanary
Tél : 0594-28-47-18 Fax : 0594-25-41-72
amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :
Mairie de Ouanary
Bourg de Ouanary
97380 Ouanary
Tél : 05.94.37.01.02
Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr
L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Étendue de la consultation

Le présent marché est passé en vertu des dispositions des articles L2124-3 et R.2124-3, 4°, R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique, régissant la procédure avec négociation.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Réalisation d'une plateforme béton devant accueillir des équipements multi sport
dimension: (L24,00m x l14,00m x H0,10m)

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

ZONE sportive de la commune bas du Mont de l'Observatoire
97380 commune de Ouanary

Article 4 – Découpage des prestations

Les prestations sont réparties en 3 lots, attribués par marchés séparés.

Les prestations sont réparties dans des lots définis comme suit :

Lot n°1 : Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif

Réalisation d'une dalle béton, avec toutes les sujétions spécifiques permettant implantation des équipements Multisports:

Tranche Ferme 1 lot1 :
- plans d'exécution
- installation de Chantier
- implantation
- terrassement complémentaire
- mise en place géotextile
- fouille en tranché et plots
- remblais de sable compacté
- traitement anti-termite
- massif béton 30x 30 et 40x40
- béton pour bêches
- dallage au sol C30
- joint de dilatation
- contrôle technique
- nettoyage et replis chantier

Tranche Ferme 2 Optionnelle au lot 1:

Travaux d'éclairage
- vérification réseaux B.t et éclairage du Terrain de foot
- fourniture et pose de 4 point lumineux types Projecteurs ou spots
- raccordement aux réseaux du terrain de foot

1 dalle de dimension: 24mx14mx0,10m

Lot n°2 : Fourniture et Pose des Équipements Sportifs

la fourniture des équipements:

STRUCTURE ET ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Poteaux en acier triplex : galvanisation + cataphorèse + thermolaquage avec une peinture auto nettoyante intégrant du Téflon

Couleur de la structure : vert 6005 ALESTA - Couleur des panneaux : beige RAL 1019 ALESTA.

Structure porteuse et panneaux en acier : 2 frontons First + 2 palissades latérales

Structure porteuse et panneaux en acier : 2 frontons First + 2 palissades latérales

Système d'assemblage exclusif

Éliminant la quasi-totalité des soudures

Intégrant des amortisseurs de vibrations (Élastomère thermoplastique)

Main courante en aluminium anodisé permettant l'assise des spectateurs (conforme EN 15312)

Visserie inox encastrée , bouchonnée, inviolable.

2 buts de football-handball 3m x 2m équipés de filets armés couvrant le fond de but et 50% des côtés, ou barreaudage central.

Fixation des filets de buts par un système exclusif breveté d'une très grande solidité (tubes acier)

2 ensembles de basket réglables en hauteur (2,65m, 2,85m , 3,05m) avec cercle résistant à 640 kg de charge.

Panneau "Règles du jeu"

Pack animation composé du filet central, de 4 ballons adaptés à la pratique sur un terrain multisports (futsal, footschool mousse,

basket, volley) et de 12 chasubles (é couleurs différentes)

Poteaux multifonctions scellés à l'extérieur du terrain pour une sécurité optimum et filet central avec système de tension. (tennis,

volleyballs)

Détail des prestations

GAZON SYNTHÉTIQUE ET TRACS MULTISPORTS

Gazon synthétique 20 mm fibrille (100% polyéthylène, stabilisé aux UV) à compléter d'un sable siliceux à quartz non blessant.

Tracés multisports à incruster permettant la pratique de 8 sports et plus : Foot, Basket, Hand, Hockey, Volley, Badminton, Tennis

ballon, Tennis...

Sable pour lestage du gazon synthétique

le transport des équipements au pied du chantier

La pose, le montage , l'assemblage et coulage du système dans les fondations de massifs excavées

Le traitement du sol avec gazon synthétique

La pose de l'Équipement sportif

ensemble des équipements multiples

Lot n°3 : Optionnel sur facturation

Travaux d'éclairage:

A) terrain de Foot:

- vérification du réseau BT du terrain de foot

- vérification des projecteurs du terrain de foot

suivant rapport proposé la remise à niveau

B)Plateau Multi sport:

- fourniture et pose de 4 projecteurs ou spots lumineux

- raccordement des spots ou projecteurs au réseau du terrain de foot

- visa Consuel

Terrain de foot:

- après vérification

Plateau Multi sport:

- fourniture de spots ou projecteurs

- raccordement réseau B.t

- visa Consuel

Article 5 – Nomenclature CPV -vocabulaire commun pour les marchés publics

CPV global à la consultation

CPV principal : 45223500-1

Descripteur supplémentaire : AB05AA11

CPV additionnel 1 : 37400000-2

Descripteur supplémentaire : AA01 AA02

CPV additionnel 2 : 31527210-1

CPV propre à chaque lot

lot n°1 : CPV principal : 45223500-1

Descripteur supplémentaire : AB05AA11

lot n°2 : CPV principal : 37451000-4

Descripteur supplémentaire : AA02AA01

lot n°3 : CPV principal : 31527260-6

Article 6 – Forme(s) du/des marché(s)

Marché ordinaire.

Article 7 – Durée du marché

Article 8 – Variantes

Concernant le lot n°1 Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif:

Il n'est pas exigé de variantes de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Concernant le lot n°2 Fourniture et Pose des Équipements Sportifs:

Le dépôt d'une variante sans chiffrer l'offre de base n'est pas admis.

Le candidat est autorisé à présenter une seule variante au maximum.

Le dépôt d'un nombre supérieur de variantes rendra toutes les variantes irrégulières, elles ne seront donc pas examinées.

Les spécifications intangibles du cahier des charges, qui ne peuvent faire l'objet d'une variante, sont :
minimales et maximales des équipements attendus du Plateau Multi sport et de leurs poses

Modalités de présentation de la variante :

la présentation devra être établi dans le cadre d'un mémoire annexé à l'offre avec la mention variante en Grand doit comprendre:

- présentation de la variante
- prix de la variante
- fiche technique de la Variante
- toutes les équipements doivent être normé CEE

Concernant le lot n°3 Optionnel sur facturation:

Le dépôt d'une variante sans chiffrer l'offre de base n'est pas admis.

Le candidat est autorisé à présenter une seule variante au maximum.

Le dépôt d'un nombre supérieur de variantes rendra toutes les variantes irrégulières, elles ne seront donc pas examinées.

Les spécifications intangibles du cahier des charges, qui ne peuvent faire l'objet d'une variante, sont :
Raccordement aux réseaux BT existant du plateau multi sport
fourniture et pose de projecteur ou spots

Modalités de présentation de la variante :

la présentation devra être établi dans le cadre d'un mémoire annexé à l'offre avec la mention variante en Grand doit comprendre:

- présentation de la variante
- prix de la variante
- fiche technique de la Variante
- toutes les équipements doivent être normé CEE

Article 9 – Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 30 000.00 euros HT.

Article 10 – Emploi de personnes en difficulté d'insertion

Concernant les lots n° 1, 2, 3 :

Les candidats devront prendre en compte qu'en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire du marché aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions fixées au CCAP. Les candidats devront prendre en compte qu'en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire du marché aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions fixées au CCAP. Les candidats devront prendre en compte qu'en application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire du marché aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution des prestations, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions fixées au CCAP.

Article 11 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : Collectivité Communale

site: www.marches-securises.fr

courriel : courriels.securises@marches.com

Le DCE est composé des documents suivants :

le Présent D.C.E comporte:

- Cahier des Charges Techniques : C.C.T
- Règlement de Consultation: R.C
- Cahier des Clauses Administratives Particuliers : C.C.A.P
- Actes d'Engagements: A.E

* lot 1 Réalisation plateforme Béton "Dalle en Béton"

* lot 2 Fourniture et poste d'équipements Sportifs " Plateau Multi Sport"

* lot 3 Éclairage Plateau Multi Sport "Raccordement Réseau B.t"

Article 12 – Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jour franc entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

Article 13 – Modifications mineures du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 14 – Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 7 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 225-102-4 du code de commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indument sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'exercer une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Article 15 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - éventuellement le numéro et la nature du(des) lot(s) concerné(s)
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 17 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement les formulaires DC1 et DC2.

Article 16 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été préremplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché.

Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessous soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1,DC2 ou le DUME...

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Exigences relatives au DUME différentes selon les lots

Les conditions de participation (critères de sélection de la recevabilité) sont différentes selon les lots, chaque lot auquel candidate un opérateur économique devra faire l'objet d'un DUME propre au lot ou au groupe de lots partageant les mêmes critères de sélection.

Concernant le lot n°1 Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif:

Les opérateurs économiques sont autorisés à indiquer uniquement dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (Indication globale pour tous les critères de sélection et dispense de renseigner la section A à D de la partie IV du DUME).

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II D du DUME indiquant s'ils ont l'intention de sous-traiter une part du marché à des tiers.

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II A et B et la partie III du DUME pour chacun des sous-traitants concernés.

Concernant le lot n°2 Fourniture et Pose des Équipements Sportifs:

Les opérateurs économiques sont autorisés à indiquer uniquement dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (Indication globale pour tous les critères de sélection et dispense de renseigner la section A à D de la partie IV du DUME).

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II D du DUME indiquant s'ils ont l'intention de sous-traiter une part du marché à des tiers.

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II A et B et la partie III du DUME pour chacun des sous-traitants concernés.

Article 17 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Concernant le lot n°1 Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif:

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- Mention des références travaux sur une période de 3 ans.
- Acceptation de références travaux datant de plus de cinq ans
- Indication des techniciens ou organismes techniques, en particulier des responsables du contrôle de la qualité, auxquels peut faire appel l'opérateur économique
- Description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et indication des moyens d'étude et de recherche
- Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement qui seront mis en place par l'opérateur économique
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché
- Indication que l'opérateur économique peut fournir des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle qualité attestant de la conformité des produits à une norme ou spécifications techniques suivantes :conforme aux C.C.T.G 6tX

Concernant le lot n°2 Fourniture et Pose des Équipements Sportifs:

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- Mention des références travaux sur une période de 3 ans.
- Acceptation de références travaux datant de plus de cinq ans
- Indication des techniciens ou organismes techniques, en particulier des responsables du contrôle de la qualité, auxquels peut faire appel l'opérateur économique
- Description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et indication des moyens d'étude et de recherche
- Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement qui seront mis en place par l'opérateur économique
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché
- Indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.

- Indication que l'opérateur économique peut fournir des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle qualité attestant de la conformité des produits à une norme ou spécifications techniques suivantes :conforme au C.C.A.G -Tx

Concernant le lot n°3 Optionnel sur facturation:

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- Mention des références travaux sur une période de 3 ans.
- Acceptation de références travaux datant de plus de cinq ans
- Indication des techniciens ou organismes techniques, en particulier des responsables du contrôle de la qualité, auxquels peut faire appel l'opérateur économique
- Description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et indication des moyens d'étude et de recherche
- Indication par l'opérateur de son accord à des contrôles par l'acheteur portant sur la capacité de production, sur sa capacité technique, sur ses moyens d'étude et de recherche et sur les mesures de contrôle de la qualité
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché
- Indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.
- Indication que l'opérateur économique peut fournir des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle qualité attestant de la conformité des produits à une norme ou spécifications techniques suivantes :Conforme au C.C.A.G - Tx

Article 18 – Sélection phase candidature

Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer :

Nombre minimal envisagé : 1

Les critères de sélection des candidatures sont pondérés comme suit :

1. Agrément, savoir-faire qualification, au regard de la technicité à mettre en œuvre pondéré à 5 points : savoir-faire et réalisation du mime type d'ouvrage suivant qualification du technicien ou chef d'équipe
2. Capacité financière au regard du capital social, du chiffre d'affaires, de la preuve d'assurance ou de tout autres documents équivalents, proportionnés à l'importance et au niveau de l'opération pondéré à 3 points : capacité financière de tenir la continuité d'exécution durant les 45 jours avant paiement
3. Moyens humains et matériels de l'entreprise pondéré à 3 points : capacité à mobiliser et maintenir des d'ouvriers et de techniciens sur place pendant l'exécution y compris les équipements utiles à l'exécution des travaux
4. Référence professionnelle et capacité technique pondérée à 4 points : Référence sur travaux similaires et capacité des techniciens chef d'équipe ou chef d'exécution

L'acheteur limite le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, les vérifications mentionnées aux articles R. 2144-1, R. 2144-3 et R. 2144-4 du code de la commande publique interviennent donc au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

Une fois les vérifications des candidatures retenues effectuées, l'acheteur invitera simultanément et par écrit les candidats sectionnés à soumissionner.

Article 19 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre. Cependant, après l'attribution du marché, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement solidaire.

Il sera exigé du mandataire d'un groupement conjoint qu'il soit solidaire de chacun des membres de ce groupement.

Justification par l'acheteur de la nécessité de cette exigence à la bonne exécution des prestations: Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement
le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.
les candidats ne peuvent pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements

Interdiction faite à chaque candidat d'agir à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements

Les candidats ne peuvent pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements

Une clause permettant la poursuite des prestations au-delà du montant fixé au marché, différente du mécanisme prévu dans le CCAG correspondant est prévue

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 20 – Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 21 – Attribution des lots

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

Précisions sur l'attribution des lots : suivant l'ouverture des plis si candidat retenue sur :

- Candidature
- Offres par lots

analyse du rapport d'analyse des offres, établissement de contact pour les négociations

1) sur offres par lot

2) variantes valeur technique et offres

Article 22 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés qui suivent :

Critères	Pondération
Prix des prestations	40 points
Organisation du personnel assigné à l'exécution du marché	10 points
Valeur technique	5 points

Modalités de mise en œuvre des critères

1. Critère Prix des prestations

Précisions sur le critère : cout de la valeur technique des Ouvrages, à la vue de savoir faire

Apprécié au vu des informations suivantes : - Présentation du D.P.G.F

- possibilité de négociation

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante : Formule inversement proportionnelle, soit :
$$\text{Note} = (\text{montant HT le moins élevé}) / (\text{montant HT proposé pour cette offre}) * \text{note maxi}$$

2. Critère Organisation du personnel assigné à l'exécution du marché

Précisions sur le critère : Qualité d'organisation et de coordination dans l'exécution

Apprécié au vu des informations suivantes : valeur technique de l'équipe qui sera présenté lors de la transmission des d'offres

3. Critère Valeur technique

Précisions sur le critère : Suivant le Cahier des Charge Technique Travaux pour l'exécution établi par le A.M.O.

La valeur technique de réalisation et d'exécution, que proposera le Candidat sera apprécier, au vu des informations suivantes :

- lors de la remise des offres dans le cadre du ou des mémoires selon attribution des lots candidats.
- À l'appréciation de la capacité financière de l'entreprise, comme établi dans l'avis d'appel d'offres.

Règles particulières

Règle en cas d'ex-aequo au classement : en cas exæquo la règle est la suivante:

est retenue l'offre le moins disant, si exæquo toujours, la meilleure référence est retenue

Article 23 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété , parafé, daté par le candidat .
- un acte d'engagement par lot:
- - lot 1 Réalisation d'une plateforme Béton
- - lot 2 Fourniture et pose d'équipement Plateau Multi Sport
- - lot 3 Optionnel éclairage et raccordement B.t du Plateau Multi Sport
- Le candidat fournira un acte d'engagement pour chacun des lots auxquels il soumissionne. Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.

Concernant le lot n°1 Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif:

- Le Cahier des Charges Technique Commun aux trois , complété , daté .
- Le certificat de visite ci-joint dument complété (si celui-ci est obligatoire).
- Un devis descriptif et estimatif détaillé .
- La décomposition du prix global forfaitaire .
- Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement .
- Un mémoire justificatif tel que :
 - le mémoire justificatif doit comprendre:
 - le programme fonctionnel de l'opération
 - les moyens : matériels et Humains, le chef d'équipe
 - le contrôle Technique
 - le Cahier OPC
- Le programme fonctionnel .
- Les plans .
- tel que :
 - Les plans d'exécutions :
 - ferraillements, coulage de la dalle
- Le programme de l'opération .

Concernant le lot n°2 Fourniture et Pose des Équipements Sportifs:

- Le Cahier des Charges Technique Commun aux trois , complété , daté .
- La liste récapitulant les objets ou documents fournis par le candidat.
- Le certificat de visite ci-joint dument complété (si celui-ci est obligatoire).
- Un devis descriptif et estimatif détaillé .
- La décomposition du prix global forfaitaire .
- Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement .
- Des échantillons, des descriptions ou des photographies des fournitures
- tels que :
 - photos des équipements
 - une Projection 3D de l'ensemble des équipements posé
- Le programme de l'opération .

Concernant le lot n°3 Optionnel sur facturation:

- Le Cahier des Charges Technique Commun aux trois , complété , daté .
- La liste récapitulant les objets ou documents fournis par le candidat.
- Le certificat de visite ci-joint dument complété (si celui-ci est obligatoire).
- Un devis descriptif et estimatif détaillé .
- La décomposition du prix global forfaitaire .
- Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement .
- Le programme fonctionnel .

Article 24 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 25 – Cohérence de l'offre

les offres doivent avoir une bonne cohérence par rapport aux travaux et prix établie et doivent comporté tous les éléments pour la bonne réalisation des lots définis dans le C.C.A.G - Trx

Article 26 – Déroulement de la négociation

Concernant le lot n°1 Réalisation de la Dalle du Plateau Sportif:

suivant l'ouverture des plis si candidat retenue

sur :

- Candidature
- Offres par lots

analyse du rapport d'analyse des offres, établissement de contact pour les négociations

1) sur offres par lot

2) variantes valeur technique et offres

Concernant le lot n°2 Fourniture et Pose des équipements Sportifs:

L'acheteur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. À cette fin, l'acheteur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. Il informe par écrit tous les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

Il n'est pas prévu de phases successives de négociation de manière à réduire le nombre d'offres à négocier.

Exigences minimales, hors négociation, que doivent respecter les offres suivant l'ouverture des plis si candidat retenue

sur :

- Candidature
- Offres par lots

analyse du rapport d'analyse des offres, établissement de contact pour les négociations

1) sur offres par lot

2) variantes valeur technique et offres

Lorsque l'acheteur entend conclure les négociations, il en informe les soumissionnaires restant en lice et fixe une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées.

À l'issue de la phase de négociation un classement sera effectué sur la base de ces éventuelles nouvelles offres.

Concernant le lot n°3 Optionnel sur facturation:

L'acheteur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. À cette fin, l'acheteur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. Il informe par écrit tous les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

Il n'est pas prévu de phases successives de négociation de manière à réduire le nombre d'offres à négocier.

Exigences minimales, hors négociation, que doivent respecter les offres suivant l'ouverture des plis si candidat retenue

sur :

- Candidature
- Offres par lots

analyse du rapport d'analyse des offres, établissement de contact pour les négociations

1) sur offres par lot

2) variantes valeur technique et offres

Lorsque l'acheteur entend conclure les négociations, il en informe les soumissionnaires restant en lice et fixe une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées.

À l'issue de la phase de négociation un classement sera effectué sur la base de ces éventuelles nouvelles offres.

Article 27 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 28 – Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

Les candidatures devront parvenir à destination avant le 18/04/2025 à 12:00 .

La date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre est : 11/04/2025

Les offres devront parvenir à destination avant le 23/04/2025 à 12:00.

Article 29 – Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers relatifs à la candidature, puis pour ceux sélectionnés en phase offre, au moyen de fichiers relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <http://www.marches-services.fr> courriel-services@atline.fr.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".docx", ".xlsx", ".pptx".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir

Article 30- Signature des documents transmis par le candidat

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1,DC2 ou le DUME...

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

Il n'est pas exigé des candidats la signature électronique des documents suivants :- A.E

- D.P.G.F

- Planning des Travaux

- Ouv.11 Mise au Point. Seul l'attributaire se verra contraint à cette signature électronique dans le cadre des formalités de conclusion du contrat.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 31- Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier. Formats autorisés en matière de support physique électronique: CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde:

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde:

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

Article 32- Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse électronique durable pendant toute la durée de la procédure.

Contact Technique:

- A.M.O : 3 V Ingénierie

3vingenieriecontact@gmail.com

Contacte d'Ordre Administratif Technique:

Mairie de Ouanary

mairie.annexeouanary@orange.fr.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 33 – Demande de renseignements

Renseignements complémentaires-phase candidatures

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard avant le 14/04/2025.

Renseignements complémentaires-phase offres

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard avant le 15/04/2025.

- pour les renseignements d'ordre administratif :

Mairie de Ouanary / Service des Marchés Publics

Correspondant : M. BORDES Bruno

Adresse : Mairie annexe

1 Place Schoelcher

97300 Cayenne

Tél : 05.94.28.47.18

Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Horaires d'ouvertures : Lundi 7 h 30 à 16 h 30 mardi 7 h 30 à 15 h 30 mercredi 7 h 30 à 14 h 30

Jeudi 7 h 30 à 16 h 30 vendredi 7 h 30 à 13 h 30

- pour les renseignements d'ordre technique :

Mairie de Ouanary - Service des Marchés Publics

Correspondant : M. BORDES Bruno

Adresse : Mairie annexe

1 Place Schoelcher

A.M.O - BET

mail: 3vingenieriecontact@gmail.com

97300 Cayenne

Tél : 05.94.28.47.18

Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Horaires d'ouvertures : Lundi 7 h 30 à 16 h 30 mardi 7 h 30 à 15 h 30 mercredi 7 h 30 à 14 h 30

Jeudi 7 h 30 à 16 h 30 vendredi 7 h 30 à 13 h 30

Article 34 – Visite sur site

tous candidats doivent faire la visite du site obligatoire, quel que soit les lots

si oubli du certificat lors de la visite, demandé d'établir un sur site

les candidats devront informé de leur visite 48 h 00 à l'avance, afin d'organisation

le certificat est joint dans le dossier consultation

Chaque concurrent devra obligatoirement joindre le certificat de visite à son offre.

Article 35 – Délais et voies de recours

15 jours

Article 36 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

En outre, le candidat retenu devra fournir les documents suivants:

- L'attestation d'assurance décennale

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Le Maître d'Ouvrage

Le Maire

ROZE Narcisse